



SYNDICAT NATIONAL DES  
CADRES A

CGC-DGFIP et SNC-CGC

86/92 Allée de Bercy

Bâtiment Turgot

Télédoc 909

75572 PARIS CEDEX 12

Tél. : 01.53.18.01.39 – .00.69 ou 01.73

Sites : [www.cgc-dgfiip.info](http://www.cgc-dgfiip.info) / [www.snc-dgfiip.info](http://www.snc-dgfiip.info)



SYNDICAT NATIONAL DES  
CONTROLEURS

Courriels : [cgc-dgfiip.bn@dgfiip.finances.gouv.fr](mailto:cgc-dgfiip.bn@dgfiip.finances.gouv.fr)  
[snc-cgc-dgfiip.bn@dgfiip.finances.gouv.fr](mailto:snc-cgc-dgfiip.bn@dgfiip.finances.gouv.fr)



JUIN 2018

## *Orages en perspective pour l'été*

En référence à la météo du moment, dont les épisodes orageux sont probablement annonciateurs, nous ne pouvons nous empêcher de songer au destin de notre administration ainsi qu'à notre devenir personnel.

Tous les signaux sociaux sont figés à l'état d'alerte maximum dans l'attente des annonces issues des travaux Action Publique 2022. Mais, manifestement, leurs publications sont repoussées à une date plus propice. Sans doute s'agit-il d'une pure stratégie destinée à ne pas ouvrir simultanément trop de fronts incendiaires, en attendant que s'éteigne, faute de combattants, celui de la SNCF.

Les dossiers en instance dans les cabinets ministériels sont nombreux en cette période de bascule d'un Etat protecteur à un Etat ultra-libéral. Ainsi, sont activement préparées les réformes ayant trait aux retraites, au temps de travail, en passant par la redéfinition d'un nouveau modèle de dialogue social. Le choix précipité de réduire à tout prix le périmètre des missions de l'Etat et de diminuer corrélativement l'ensemble des dépenses sur les impératifs du comblement du déficit budgétaire et de la résorption de la dette publique, expose la société civile à de cruelles déconvenues.

Depuis les annonces du 9 mars du DG sur les pistes d'évolution à la DGFIP, le silence était assourdissant. Le message du 4 juin qui vient d'être adressé par notre ministre à ses cadres supérieurs, préfigure les scénarios du pire pour notre direction, en amont des parutions pour l'été.

A ce stade, les rencontres avec l'administration se cantonnent au fonctionnement des instances paritaires – pendant qu'elles existent encore - dans le cadre des mouvements de mutation et de promotion ainsi qu'à la préparation des élections professionnelles de fin d'année.

Mais, en définitive, ce qui intéresse surtout les personnels, c'est l'étendue des prochaines suppressions d'emplois et l'ampleur des réorganisations des missions et des structures.

**En tant qu'acteur social, nous ne portons pas de jugement sur une politique. En revanche, nous critiquons les outrances du discours visant les agents publics. De même, nous dénonçons la pseudo concertation mise en place. Cette stratégie vise à occuper les esprits en attendant que les projets cruciaux soient définitivement finalisés. Est-ce encore un bon exemple d'une démocratie représentative ?**